



Déclaration préalable FSU et CGT au CDEN du 5 novembre 2024.

Au jour de ce CDEN, le pays est sous l'impact d'un double coup de force.

Coup de force anti-démocratique : on sait désormais qu'en France, perdre les élections est une bonne base pour accéder au gouvernement ; que les coalitions gouvernementales sont formées après les élections, sans tenir compte de leurs résultats et en dehors de tout programme annoncé aux électrices et électeurs, mais autour de politiques économiques, en matière de salaires, de retraites et de services publics, ouvertement contraires aux souhaits de leur très grande majorité.

Et coup de force économique-financier et budgétaire : soudain, il nous fut annoncé que nous serions au bord du gouffre, que dette et déficit sont et vont nous plonger dans l'abîme si la majorité de la population, les services publics, la sécurité sociale et les collectivités locales ne consentent point aux plus grands sacrifices.

Il s'ensuit que le budget en préparation s'annonce comme un budget de guerre contre les acquis sociaux et les services publics, tout particulièrement dans l'enseignement où sont concentrées les suppressions voulues de postes : 4035 postes d'enseignants annoncés en moins, dont 3155 dans les écoles primaires, alors que le nombre moyen d'élèves par classes dans le 1^{er} degré en France est de 21,3 pour 19,1 dans l'ensemble de l'UE, et que les collèges et lycées cumulent en 7 ans 8865 enseignants en moins pour 7741 élèves en plus.

Déjà s'ajoutaient à cela les attaques annoncées contre les remboursements par la Sécurité sociale et le décalage organisé de l'indexation des retraites, lorsque le Ministre dit « *de la Fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique* », M. Kasbarian, annonce le passage de un jour dit « de carence » à trois et le passage d'une rémunération à taux plein pour les trois premiers mois d'arrêt médical à 90%. Ce projet violent et mortifère est assorti de propos qui ne le sont pas moins, désignant à la vindicte le prétendu « *absentéisme* » des fonctionnaires. Pour pouvoir mettre en œuvre le double coup de force antidémocratique et budgétaire, ce gouvernement fait-il le choix de la démagogie violente s'attaquant à des couches entières de la population travailleuse : les fonctionnaires et les immigrés ?

A l'occasion de ce CDEN, nos organisations entendent le mettre solennellement en garde. **Un gouvernement sans légitimité électorale qui choisit la fuite en avant antisociale est un gouvernement irresponsable qui sème le vent et récoltera la tempête.** Dans l'Allier, notre mise en garde se concentre sur une question : **celle de la carte scolaire.** Le bon sens, l'intérêt des territoires, le souhait de la grande majorité, et même le sens responsable des économies, commandent de stopper les fermetures de classes pour pouvoir réfléchir sans couperet à l'organisation de l'école publique sur la base de classes moins chargées et de la prise en compte de la diversité des élèves, y compris toutes les situations de handicap.

Si, en haut lieu, vous n'arrêtez pas votre dérive, le pire est à craindre. Et en tant qu'organisations syndicales, nous prendrons nos responsabilités.